
1918

*Publié intégralement en 1928 dans les
Procès-verbaux des congrès et conférences du
Parti communiste (bolchevique) de l'U.R.S.S.
VIIe Congrès. Mars 1918*

*Œuvres t. 27, pp. 83-116 et 125-139. Paris-
Moscou*

Lénine

**DISCOURS AU VIIe
CONGRÈS
EXTRAORDINAIRE DU
P.C.(b)R.**

(6-8 MARS 1918)

**DISCOURS DE CLÔTURE DE LA
DISCUSSION DU RAPPORT POLITIQUE DU
COMITÉ CENTRAL**

LE 8 MARS

Camarades, permettez-moi de commencer par des observations relativement brèves, de commencer par la fin. En terminant son discours, le camarade Boukharine a été jusqu'à nous comparer à Pétioura. S'il le pense réellement, comment peut-il rester dans le même parti que nous ? N'est-ce pas là une phrase pure et simple ? Certes, s'il en était réellement ainsi, nous ne nous trouverions pas dans le même parti. Le fait que nous sommes ensemble démontre que, pour les neuf dixièmes, nous sommes d'accord avec Boukharine. Il est vrai qu'il a ajouté quelques phrases révolutionnaires où il dit que nous voulions trahir l'Ukraine. Je suis

persuadé que ce n'est pas la peine de parler de sottises aussi évidentes. Je voudrais revenir sur l'intervention du camarade Riazanov et je tiens ici à faire remarquer que, de même qu'une exception qui se produit une fois en dix ans ne fait que confirmer la règle, de même il lui est arrivé de prononcer sans le faire exprès une phrase sérieuse. (Applaudissements.) Il a dit que Lénine cède de l'espace pour gagner du temps. C'est presque une considération philosophique. Mais il s'est trouvé cette fois que le camarade Riazanov a vraiment prononcé là une phrase absolument sérieuse, qui résume le fond du problème : je veux céder de l'espace à celui qui, en fait, est vainqueur, afin de gagner du temps. Là, et là seulement, est le fond de la question. Tout le reste n'est que vains propos : nécessité d'une guerre révolutionnaire, ascension de la paysannerie, etc. Quand le camarade Boukharine prétend qu'il ne peut y avoir deux opinions au sujet de la possibilité de faire la guerre, et quand il dit : «Demandez à n'importe quel militaire » (j'ai noté ses propres paroles), je lui répondrai, puisque c'est ainsi qu'il pose la question, puisqu'il veut poser la question à n'importe quel militaire, que celui-ci s'est trouvé être un officier français, avec lequel j'ai eu l'occasion de m'entretenir [1]. En me regardant d'un oeil méchant, évidemment, - n'ai-je pas vendu la Russie aux Allemands - cet officier français m'a dit : «Je suis royaliste, je suis partisan de la monarchie également pour la France, je suis partisan de la défaite de l'Allemagne ; n'allez pas croire que je suis partisan du pouvoir des Soviets, - comment aurais-je pu le penser puisqu'il s'agissait d'un monarchiste ? - mais j'étais d'avis que vous deviez signer le traité de Brest-Litovsk, parce que c'était indispensable.» Voilà ce qui en est de votre « demandez à n'importe quel militaire ». N'importe quel militaire devait dire ce que j'ai dit : il fallait signer le traité de Brest-Litovsk. Si maintenant il résulte du discours de Boukharine que nos divergences se sont beaucoup atténuées, c'est que ses partisans ont dissimulé le point essentiel de ces divergences.

Lorsque maintenant Boukharine fulmine contre nous; en nous reprochant d'avoir démoralisé les masses, il a parfaitement raison, seulement ce n'est pas à nous, c'est à lui-même qu'il s'en prend. Qui est responsable de ce gâchis dans le Comité central ? C'est vous, camarade Boukharine. (*Rires.*) Vous aurez beau crier « non », la vérité finira bien par l'emporter : nous sommes ici chez nous, entre camarades, à notre propre congrès, nous n'avons rien à dissimuler, et il faudra dire la vérité. Or la vérité, c'est qu'il y avait trois courants au sein du Comité central. Le 17 février, Lomov et Boukharine n'ont pas pris part au vote. J'ai demandé de reproduire

les résultats du scrutin et d'en faire un tirage : chaque membre du Parti peut se rendre au secrétariat et, s'il le désire, prendre connaissance des résultats du vote, du vote historique du 21 janvier, qui montre que ce sont eux qui hésitaient, et non pas nous, qui disions : « Acceptons - faute de mieux - la paix de Brest-Litovsk, afin de préparer la guerre révolutionnaire. » A l'heure actuelle, nous avons déjà gagné cinq jours pour l'évacuation de Petrograd. L'appel de Krylenko et de Podvoïski [2] est maintenant publié ; ils ne faisaient pas partie de la gauche, et Boukharine les avait traités de haut en déclarant qu'on « faisait du battage » autour de Krylenko, comme si nous avions inventé ce que Krylenko a rapporté. Nous sommes entièrement d'accord avec ce qu'il a dit. Mais voilà ce qu'il en est, - il apparaît que ce sont les militaires qui ont démontré la justesse de ce que je disais, tandis que vous invoquez comme argument que l'Allemagne ne prendra pas l'offensive. Peut-on comparer cette situation à celle d'octobre, où il ne s'agissait pas de questions techniques ? Non, si vous voulez tenir compte des faits, veuillez considérer que nos divergences portaient sur l'impossibilité de commencer une guerre dans des conditions notoirement défavorables. Lorsque le camarade Boukharine a commencé son discours de clôture en posant une question fracassante : « La guerre est-elle possible dans le plus proche avenir ? », j'ai été très surpris. Je lui réponds sans hésitation : oui, elle est possible, - mais pour le moment il faut accepter la paix. Il n'y a là aucune contradiction.

Après ces brèves observations, je veux répondre plus en détail aux orateurs qui m'ont précédé. Je dois faire une exception en ce qui concerne Radek. Mais il y a eu une autre intervention, celle du camarade Ouritski. Que contient-elle, en dehors de Canossa, de « trahison », de « battu en retraite », de « accommodation » ? Qu'est-ce que cela veut dire ? Votre critique n'est-elle pas empruntée à quelque journal des socialistes-révolutionnaires de gauche [3] ? Le camarade Boubnov nous a donné lecture d'une déclaration adressée au Comité central par certains de ses membres qui se considèrent très à gauche et qui ont exploité à fond l'argument de la démonstration devant le monde entier : « L'attitude du Comité central porte un coup au prolétariat international. » N'est-ce pas là de la phrase ? « Faire à la face du monde la démonstration de notre impuissance ! » En quoi cette démonstration consiste-t-elle ? Dans le fait d'avoir proposé la paix ? Dans le fait que notre armée a pris la fuite ? N'avons-nous pas prouvé qu'engager la guerre contre l'Allemagne en ce moment, sans accepter la paix de Brest-Litovsk, c'est montrer à la face du monde que notre armée est malade, qu'elle

ne veut pas combattre ? Boubnov lance une affirmation en l'air quand il prétend que nous serions entièrement responsables de ce flottement : s'il s'est produit, c'est parce que notre armée est malade. Tôt ou tard, il fallait une trêve. Si notre stratégie avait été juste, nous aurions eu un mois de trêve, mais comme vous avez adopté une mauvaise stratégie, nous n'avons que cinq jours de trêve, - et c'est déjà bien. L'histoire de la guerre montre qu'il suffit parfois de quelques jours pour arrêter la fuite d'une armée prise de panique. Quiconque, en ce moment, n'accepte pas, ne signe pas cette paix infernale est un phraseur, et non un stratège. Voilà le malheur. Lorsque des membres du Comité central me parlent dans leur lettre de « démonstration d'impuissance » et de « trahison », c'est là de la phrase puérile, funeste et vide de sens. Nous avons démontré notre impuissance lorsque nous avons essayé de faire la guerre à un moment où il ne fallait pas faire de démonstration, où une offensive contre nous était inévitable. Pour ce qui est des paysans de Pskov, nous les ferons venir au Congrès des Soviets pour qu'ils nous racontent comment les ont traités les Allemands, pour qu'ils créent une mentalité telle que le soldat malade de la panique commencera à se ressaisir et dira : « Oui, maintenant j'ai compris que cette guerre n'est pas celle que les bolcheviks nous avaient promis d'arrêter ; c'est une nouvelle guerre, que les Allemands font au pouvoir des Soviets. » Alors commencera la guérison. Mais vous posez une question à laquelle il est impossible de donner une réponse. Personne ne connaît la durée de la trêve.

Maintenant j'aurai à parler de la position du camarade Trotski. Dans son activité, il faut distinguer deux aspects : quand il a commencé les pourparlers à Brest-Litovsk, en les utilisant parfaitement pour l'agitation, nous étions tous d'accord avec le camarade Trotski. Il a cité ici une partie de l'entretien qu'il avait eu avec moi, mais j'ajouterai qu'il avait été convenu entre nous de tenir bon jusqu'à l'ultimatum des Allemands et de céder lorsque l'ultimatum serait présenté. L'Allemand nous a roulés : sur sept jours, il nous en a volé cinq [4]. La tactique de Trotski était juste dans la mesure où elle tendait à gagner du temps : elle a cessé d'être juste quand l'état de guerre fut proclamé terminé sans que la paix eût été signée. J'avais proposé sans aucune équivoque de signer la paix. Nous ne pouvions obtenir une paix meilleure que celle de Brest-Litovsk. Il est évident pour tout le monde que la trêve aurait alors duré un mois et que nous n'y aurions pas perdu. Puisque l'histoire a rejeté cette solution, point n'est besoin de revenir là-dessus, mais il est ridicule que Boukharine vienne nous dire : « La

vie montrera que c'est nous qui avons raison. » C'est moi qui ai eu raison, puisque j'avais écrit à ce sujet dès 1915:« Il faut se préparer à faire la guerre, elle est inévitable, elle vient, elle viendra ». Mais il fallait accepter la paix sans fanfaronnade inutile. Il le fallait d'autant plus que la guerre viendra, et que pour le moment nous facilitons au moins l'évacuation de Petrograd, nous l'avons facilitée. C'est un fait. Lorsque le camarade Trotski formule de nouvelles exigences : « Promettez que vous ne signerez pas la paix avec Vinnitchenko », je lui réponds qu'en aucun cas je ne prendrai un pareil engagement. Si le congrès prenait cet engagement, ni moi-même ni aucun de ceux qui partagent ma façon de voir n'accepteraient d'en prendre la responsabilité. Ce serait se lier les mains par une nouvelle décision formelle au lieu d'adopter une ligne de manœuvre bien claire : reculer quand c'est possible, parfois avancer. Dans une guerre, il ne faut jamais se lier par des considérations formelles. Il est ridicule de ne pas connaître l'histoire militaire, d'ignorer qu'un traité est un moyen de rassembler ses forces : j'ai déjà invoqué l'exemple de l'histoire de la Prusse. Il en est qui pensent, tout comme des enfants : du moment que j'ai signé un traité, je me suis vendu à Satan et je vais en enfer. C'est tout bonnement ridicule, puisque l'histoire militaire nous enseigne le plus clairement du monde que la signature d'un traité en cas de défaite est un moyen de rassembler ses forces. L'histoire connaît des exemples de guerres qui se sont succédé ; nous avons oublié tout cela, nous voyons la vieille guerre se transformer en...[5] Si le cœur vous en dit, liez-vous pour toujours par des considérations formelles et laissez alors les postes de confiance aux socialistes-révolutionnaires de gauche. Nous ne prendrons pas, quant à nous, ce genre de responsabilité. Il n'y a là aucun désir de scission. Je suis persuadé que la vie vous instruira. Le 12 mars - ce n'est pas si loin - vous sera d'un grand enseignement [6].

Le camarade Trotski prétend que ce sera une trahison au sens propre du terme, je soutiens que c'est là un point de vue tout à fait erroné. Pour le montrer de façon concrète, je prendrai un exemple : deux hommes, cheminant côte à côte, sont attaqués par dix autres ; l'un se défend, l'autre prend la fuite - c'est une trahison ; mais lorsque, à deux armées de cent mille hommes chacune, s'opposent cinq autres armées, qu'une de ces deux armées est encerclée par deux cent mille hommes et que l'autre, qui doit lui venir en aide, sait que trois cent mille hommes sont disposés de façon à lui tendre un piège : faut-il qu'elle y aille ? Non, bien sûr. Il n'y a là ni trahison, ni lâcheté : une simple augmentation

du nombre a modifié toutes les notions, tout militaire le sait, - ce n'est pas une façon de voir personnelle : en agissant ainsi j'épargne mon armée tant pis si l'autre est faite prisonnière, moi, je renouvellerai la mienne, j'ai des alliés, j'attendrai, mes alliés arriveront. C'est le seul raisonnement possible ; mais quand aux considérations militaires viennent s'en mêler d'autres, il n'y a plus rien que des phrases. Il n'est pas possible d'agir ainsi en politique.

Nous avons fait tout ce qui était possible. En signant le traité, nous avons préservé Petrograd, au moins pour quelques jours. (Que l'idée ne vienne pas aux secrétaires et aux sténographes de noter ce que je viens de dire.) Le traité nous ordonne de retirer de la Finlande nos troupes, que nous savons inutilisables, mais il ne nous interdit pas de faire entrer des armes en Finlande. Si Petrograd était tombé il y a quelques jours, la panique se serait emparée de la ville et nous n'aurions rien pu en évacuer ; tandis que pendant ces cinq derniers jours nous avons aidé nos camarades finlandais, - je ne dirai pas dans quelle mesure, ils le savent eux-mêmes.

Les bavardages de ceux qui prétendent que nous avons trahi la Finlande ne sont que la plus puérile des phraséologies. Nous l'avons aidée justement par le recul que nous avons opéré en temps opportun devant les Allemands. La Russie ne sera nullement perdue si Petrograd venait à tomber, et en cela le camarade Boukharine a mille fois raison, mais si nous manœuvrons à la Boukharine, nous risquons de perdre une bonne révolution. (Rires.)

Nous n'avons trahi ni la Finlande, ni l'Ukraine. Pas un seul ouvrier conscient ne nous fera ce reproche. Nous les aidons comme nous pouvons. Nous n'avons pas retiré et ne retirerons pas de nos troupes un seul homme utile. Vous dites que Hoffmann nous attrapera, nous mettra la main dessus, - il peut le faire, certes, je n'en doute pas, mais ni lui-même ni personne ne peut savoir en combien de jours il le fera. De plus, lorsque vous dites qu'il nous attrapera, nous mettra la main dessus, ce sont des considérations portant sur le rapport politique des forces, dont je parlerai plus loin.

Après avoir expliqué pourquoi il m'est absolument impossible d'accepter la proposition de Trotski, - il n'est pas possible d'agir ainsi en politique, - je dois dire que l'exemple de Radek nous a montré jusqu'à quel point les camarades à notre congrès se sont éloignés de la phrase, ce qu'on ne voit pas en fait chez Ouritski. Je ne peux en aucune façon accuser Radek de s'être abandonné à la phrase dans cette intervention. Il a dit : « Il n'y a pas ici la moindre

trahison, la moindre honte, car il est clair que vous avez reculé devant une force militaire écrasante. » C'est là une appréciation qui démolit toute la position de Trotski. Lorsque Radek dit : « Il faut rassembler nos forces, serrer les dents », c'est exact, et j'y souscris sans réserves : se préparer sans fanfaronnades, serrer les dents.

Serrer les dents, ne pas faire le fanfaron, mais rassembler ses forces. La guerre révolutionnaire viendra, pas de désaccords entre nous sur ce point ; les désaccords portent sur la paix de Tilsit - faut-il la signer ? Le pire, c'est l'armée malade, aussi faut-il que le Comité central ait une ligne unique et ferme, et non point des désaccords ou une ligne moyenne soutenue notamment par le camarade Boukharine. Je ne peins pas la situation en rose au sujet de la trêve, personne ne sait combien de temps cette trêve va durer, et moi non plus. Toutes les tentatives de vouloir à toute force me faire préciser la durée de la trêve sont ridicules. Grâce aux grandes voies ferrées que nous avons conservées, nous aidons l'Ukraine aussi bien que la Finlande. Nous profitons de la trêve en manœuvrant, en reculant.

On ne peut plus dire à l'ouvrier allemand que les Russes font des caprices, car il est clair aujourd'hui que c'est l'impérialisme germano-nippon qui avance, et cela sera clair pour tout un chacun ; en plus du désir d'étrangler les bolcheviks, l'Allemagne éprouve le désir d'étrangler aussi à l'Ouest. Tout s'est embrouillé, et dans cette nouvelle guerre il y aura à manœuvrer et il faut savoir le faire.

Pour ce qui est du discours du camarade Boukharine, je ferai remarquer que lorsqu'il est à court d'arguments, il va les chercher chez Ouritski et déclare : « Le traité est pour nous une flétrissure. » Les arguments sont inutiles : si nous étions flétris nous devrions faire nos paquets et prendre la fuite, mais tout « flétris » que nous soyons, je ne pense pas que nos positions soient ébranlées. Le camarade Boukharine a tenté d'analyser la base de classe de notre position, mais il s'est borné à raconter une anecdote sur un économiste moscovite défunt. En établissant une liaison entre notre tactique et le marché noir, on a oublié, et c'est vraiment ridicule, que l'attitude de la classe dans son ensemble - de la classe et non pas de petits trafiquants du marché noir - nous montre que la bourgeoisie russe et tous ses suppôts, les gens du *Diélo Naroda* et de la *Novaiia Jizn* [7], ne négligent rien pour nous faire avaler cette guerre. Ce fait de classe, vous vous gardez bien de le souligner. Déclarer en ce moment la guerre à l'Allemagne, c'est

se laisser prendre à la provocation de la bourgeoisie russe. Ce n'est pas nouveau, car c'est le moyen le plus sûr - je ne dis pas absolument sûr, il n'y a rien d'absolument sûr - de nous jeter bas immédiatement. Lorsque le camarade Boukharine disait que la vie leur donnerait raison, que nous finirions par reconnaître la nécessité de la guerre révolutionnaire, il célébrait une victoire facile, car nous avons prédit dès 1915 que la guerre révolutionnaire était inévitable. Nos divergences portaient sur la question de savoir si oui ou non l'Allemagne allait nous attaquer, s'il nous fallait proclamer la fin de l'état de guerre ; si nous devions, dans l'intérêt de la guerre révolutionnaire, reculer physiquement, en cédant du territoire pour gagner du temps. La stratégie et la politique nous imposent un traité de paix on ne peut plus infâme. Nos divergences disparaîtront complètement dès que nous aurons convenu de cette tactique.

Notes

Les notes rajoutées par l'éditeur sont signalées par [N.E.]

[1] Lénine fait allusion à un entretien qu'il eut le 27 février 1918 avec un officier français, le comte de Lubersac. [N.E.]

[2] Il s'agit de l'appel du Commissariat du Peuple à la Guerre à tous les ouvriers et les paysans de la République soviétique pour une préparation militaire bénévole. La nécessité du passage à l'étude bénévole de l'art militaire fut la suite de la démobilisation totale de l'armée russe, aux termes du traité de paix avec l'Allemagne. [N.E.]

[3] Les socialistes révolutionnaires de gauche, parti des s.-r. de gauche fondé à son 1er Congrès qui se tint les 19-28 novembre (2-11 décembre) 1917. Jusque-là les s.-r. de gauche formaient l'aile gauche du parti des s.-r. (parti petit-bourgeois apparu fin 1901-début 1902).

Les s.-r. de gauche, soucieux de maintenir leur influence sur les masses paysannes, se mirent d'accord avec les bolcheviks et furent introduits dans toute une série de collèges des Commissariats du Peuple. Les s.-r. de gauche s'engagèrent dans la voie de la coopération avec les bolcheviks, mais divergèrent avec eux sur les questions fondamentales de la construction du socialisme ; les s.-r. de gauche se prononcèrent notamment contre la dictature du prolétariat. En janvier-février 1918, le Comité central du parti des s.-r. de gauche commença la lutte contre la conclusion du traité de paix de Brest-Litovsk et, après sa signature et sa ratification en mars 1918, les s.-r. de gauche sortirent du Conseil des Commissaires du Peuple, tout en restant, pourtant, dans les collèges des Commissariats du Peuple et dans les organes locaux du pouvoir. En juillet 1918, le Comité central des s.-r. de gauche organisa l'assassinat de l'ambassadeur allemand à Moscou, dans l'idée de provoquer la guerre entre la Russie des Soviets et l'Allemagne et une émeute contre le pouvoir des Soviets. Une fois l'émeute réduite, le Ve Congrès des

Soviets de Russie prit la décision d'exclure des Soviets ceux des s.-r. de gauche qui partageaient les vues de leur groupe dirigeant. [N.E.]

[4] D'après l'accord sur l'armistice, conclu le 2 (15) décembre 1917 à Brest-Litovsk entre le gouvernement des Soviets et les puissances de la Quadruple Alliance (Allemagne, Autriche-Hongrie, Bulgarie, Turquie), l'une des parties contractantes pouvait reprendre les opérations militaires, avec un préavis de 7 jours. Violant l'accord, le commandement allemand commença l'offensive frontale le 18 février, deux jours après avoir dénoncé l'accord sur l'armistice. [N.E.]

[5] Il manque quelques mots dans le sténogramme. [N.E.]

[6] Le 12 mars était la date fixée pour la convocation du IVe Congrès extraordinaire des Soviets de Russie, en vue de trancher la question de la ratification du traité de paix. Il eut lieu du 14 au 16 mars 1918. [N.E.]

[7] Les gens du *Diélo Naroda* : les s.-r. de droite groupés autour du journal *Diélo Naroda* (la Cause du peuple), organe de leur parti. Le journal parut, avec des interruptions et sous des titres différents, de mars 1917 à mars 1919.

Les gens de la *Novaïa Jizn* : les mencheviks-internationalistes groupés autour du journal la *Novaïa Jizn* qui parut à Petrograd d'avril 1917 à juillet 1918. [N.E.]
